



**COMMUNE D'AUBERIVES SUR VAREZE**

**PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL**

**17.07.2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le 17 juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune d'AUBERIVES SUR VAREZE (Isère), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Mme CLARET Nelly, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 10 juillet 2025.

Nombre de conseillers municipaux :

En exercice :	15
Nombre de votants :	9
Nombre de procurations :	4
Absents :	2

**PRESENTS** : Mme CLARET Nelly. M NOYER Jean-Claude. Mme PHILIBERT Ghislaine. M MERCADES Jean. Mme BLANOT Arielle. Mme MORIN Sandrine. M PONTUS Jérôme. M GUILLERMAZ Thomas. M PREVOST Robert.

**EXCUSES AVEC POUVOIR** : Mme FRIER Barbara à Mme PHILIBERT Ghislaine - Mme CALANDRE Nathalie à M MERCADES Jean - M ARIGAULT Thomas à M GUILLERMAZ Thomas - M ANDREANI Éric à Mme CLARET Nelly

**ABSENTS** : M GHEMBAZA Célim. Mme DE BARROS Olivia.

Secrétaire de séance : Mme PHILIBERT Ghislaine

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 09.04.2025 ET DU 19/06/2025**

Madame le Maire propose l'adoption des procès-verbaux des Conseils Municipaux du 9 avril 2025 et du 19 juin 2025, lesquels n'appellent aucune observation.

Les Procès-Verbaux étant adoptés à l'unanimité, l'ordre du jour est abordé

**ORDRE DU JOUR :**

- 1) Création d'un poste d'agent de maîtrise à temps non complet – catégorie C
- 2) Subvention 2025 au CCAS
- 3) Fermage – bail rural
- 4) TE 38 – maintenance éclairage public
- 5) Droit de préemption d'un bien vendu par l'état route de la Pêche
- 6) Vidéoprotection phase 1 : mise en œuvre et maintenance d'un dispositif  
– demande de subvention au titre du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)
- 7) Information des différentes commissions
- 8) Point sur les travaux en cours

**1. OBJET : CREATION D'UN POSTE D'AGENT DE MAITRISE A TEMPS NON COMPLET – CATEGORIE C**

Un agent a sollicité l'autorisation d'exercer ses fonctions à temps partiel à compter du 1er septembre 2025 dans le cadre d'une retraite progressive.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité.**

Ce temps partiel n'entraîne pas de modification du temps de travail hebdomadaire afférent à l'emploi, tel qu'il a été défini par la délibération portant création de celui-ci.

## **2. OBJET : SUBVENTION 2025 AU CCAS**

Le CCAS est un établissement public administratif de la commune d'Auberives sur Varèze, chargé d'animer et de coordonner l'action sociale municipale sur le champ de la solidarité et de la gérontologie, principalement.

Chaque année, la Commune apporte une subvention d'équilibre à cet Etablissement Public.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés décide :**

**D'ATTRIBUER** au Centre Communal d'Action sociale d'Auberives sur Varèze, une subvention d'un montant de 7 000 € pour l'exercice 2025.

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice de la commune

## **3. OBJET : FERMAGE – BAIL RURAL**

Vu Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu Le Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.411-1 et suivants relatifs au statut du fermage ;

Vu L'intérêt de la commune de valoriser ses biens non bâtis et de soutenir l'activité agricole locale ;

**Considérant** que la commune est propriétaire de deux parcelles cadastrées ZA n°4 d'une superficie de 11850 m<sup>2</sup> et ZA n°7 d'une superficie de 4030 m<sup>2</sup> ;

Considérant que ces terrains, non utilisés pour des besoins communaux, peuvent être mis à disposition d'un exploitant agricole pour un usage agricole ;

Considérant qu'un agriculteur, Monsieur BRUYERE David, domicilié à Saint Clair du Rhône, s'est porté candidat pour la location de ces parcelles ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

- **DONNE** à bail rural à ferme à Monsieur BRUYERE David, les terrains cadastrés ZA n°4 d'une superficie de 11850 m<sup>2</sup> et ZA n°7 d'une superficie de 4030 m<sup>2</sup>, à usage exclusivement agricole.
- **DIT** que le loyer est fixé à 160 € par hectare et par an, soit un montant total annuel de 254.08 € pour l'ensemble des parcelles soit 1 ha 58 a 80 ca.
- **DIT** que loyer fera l'objet d'une revalorisation annuelle en fonction de l'indice national des fermages publié par le ministère en charge de l'agriculture et prend effet au 1er janvier 2025. Le bail sera établi pour une durée conforme au statut du fermage (9 ans renouvelables, sauf stipulation particulière).
- **AUTORISE** Le Maire à signer le bail rural et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **4. OBJET : TE 38 – MAINTENANCE ECLAIRAGE PUBLIC - MAINTENANCE ECLAIRAGE PUBLIC – INTERVENTIONS HORS FORFAIT CONCOURRANT A LA MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE**

VU, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement ses articles L.5212-16, L.5212-20 et L.5212-26 ;

VU, la délibération communale de transfert de la compétence optionnelle éclairage public au TE38 ;

VU, la délibération communale relative à la participation financière de la commune à la maintenance de l'éclairage public ;

Considérant que lorsque des interventions non comprises dans la maintenance forfaitaire ont lieu sur le territoire communal, une participation communale auxdites dépenses réalisées par TE38 est demandée à la commune en sus de la contribution obligatoire à la maintenance forfaitaire ;

Considérant que cette dernière est fixée à 50% ou 75% du coût HT de l'opération en fonction de la perception par TE38 de la TICFE-C ;

Considérant qu'en principe les participations communales aux dépenses réalisées par TE38 sont des contributions obligatoires appelées en section de fonctionnement de la commune ;

Considérant toutefois que lorsque ces interventions contribuent à la maîtrise de la demande en énergie, la participation communale peut être appelée sous la forme d'un fond de concours inscrit en section d'investissement de la commune, sous réserve que cette dernière prenne une délibération spécifique et concordante à celle de TE38 ;

Considérant que des interventions concourant à la maîtrise de la demande en énergie ont été réalisées et mandatées par TE38 en cours de l'année 2024 sur le territoire de la commune ;

Considérant ainsi le montant de la participation financière de la commune pouvant être inscrit en section d'investissement de la commune et déterminé de la manière suivante :

COMMUNE	Libellé intervention hors forfait concourant à la maîtrise de la demande en énergie	Montant opération HT	% participation TE38	Montant fonds de concours
Auberives-sur-Varèze	DI 38019-2024-18212 installation horloge astro avec antenne	535.54 €	50%	267.77 €
			<b>TOTAL</b>	<b>267.77 €</b>

Considérant toutefois que les frais de gestion inhérents auxdites interventions ne peuvent quant à eux faire l'objet d'un fonds de concours, ladite participation du membre (fixée à 4 ou 6% du montant HT de l'opération en fonction de la perception ou non par TE38 de la TICFE-C) sera appelée en section de fonctionnement du budget de la commune en tant que contribution obligatoire ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :**

- **DE PRENDRE ACTE** des interventions hors forfait concourant à la maîtrise de la demande en énergie réalisées et mandatées par TE38 au cours de l'année 2024 ;
- **D'ATTRIBUER** un fonds de concours à TE38 d'un montant de 267,77 € correspondant auxdites interventions ;
- **DE PRENDRE ACTE** que le montant du fonds de concours n'excède pas les trois quarts du coût hors taxes des opérations concernées ;
- **QUE LE FONDS** de concours sera versé en une fois dans un délai d'un mois à compter de la réception du titre de recettes ;
- **D'IMPUTER** les dépenses en section d'investissement au compte 2041582
- **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son représentant, à signer tout acte administratif ou financier à intervenir en application du présent exposé des motifs ;

## **5. OBJET : DROIT DE PROPRIETE D'UN BIEN VENDU PAR L'ETAT ROUTE DE LA PECHE**

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.240-1 et L.240-3, instituant au bénéfice des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) titulaires du droit de préemption urbain, un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble ou de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, situé sur leur territoire et appartenant à l'État,

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que, suite à une procédure de confiscation pénale immobilière, l'État, représenté par l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués (AGRASC), est devenu propriétaire d'une maison d'habitation louée, située 396 route de la Pêche – 38550 AUBERIVES-SUR-VAREZE, cadastrée section AI n°39, d'une superficie de 150 m².

Cette opération est suivie par l'étude 1629 Notaires de Lyon, mandatée pour procéder à la vente de ce bien.

Considérant que ce bien est situé dans le périmètre du groupe scolaire communal,

Considérant que l'acquisition de cette parcelle permettrait à la commune de générer un revenu foncier,

VU l'avis de l'administration des domaines en date du 7 juillet 2025,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de 11 voix pour et 1 abstention :**

**DÉCIDE :**

- **D'exercer** le droit de priorité prévu à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme sur la parcelle cadastrée section AI n°39, sise 396 route de la Pêche – 38550 AUBERIVES-SUR-VAREZE, comprenant une maison d'habitation actuellement louée,
- **D'acquérir** ce bien pour un montant de deux cent trente mille euros (230 000 €), correspondant à sa valeur vénale telle qu'évaluée par le service des domaines,
- **D'autoriser** Madame le Maire à signer tout acte ou document relatif à cette acquisition, notamment le compromis et l'acte de vente, ainsi que toutes pièces administratives afférentes.

## **6. OBJET : VIDEOPROTECTION PHASE 1 : MISE EN ŒUVRE ET MAINTENANCE D'UN DISPOSITIF – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTERIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (FIPD)**

Madame le Maire rappelle le projet de travaux pour la mise en œuvre et la maintenance d'un dispositif de vidéoprotection sur certaines zones publiques sensibles de la commune afin de diminuer le sentiment d'insécurité, de dissuader les actes de délinquances et d'incivilités et d'obtenir une vue d'ambiance des faits de délinquance.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'Appel à projet 2025 du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) ;

**Considérant** la nécessité de renforcer la sécurité publique sur le territoire communal,

**Considérant** le projet d'extension et de maintenance du dispositif existant de vidéoprotection sur la commune,

**Considérant** le coût prévisionnel de l'opération, estimé à 96 623.65 € HT,

**Considérant** la possibilité de solliciter une subvention au titre du FIPD pour accompagner financièrement cette opération,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**DECIDE de déposer une demande de subvention au titre du FIPD 2025, dans le cadre du projet de mise en œuvre et de maintenance d'un dispositif de vidéoprotection d'un montant de 11 256 €**

**APPROUVE le projet d'extension et de maintenance du dispositif de vidéoprotection comme défini dans le plan de financement ci-dessous :**

Financement	Montant de la subvention	Participation
FIPD	11 256.00 € HT	11.65 %
Département	20 000.00 € HT	20.70 %
Région (montant HT 92 038.05 €)	46 014.03 € HT	47.62 %
Sous-total (Total des subventions publiques)	77 270.03 € HT	79.97 %
Autofinancement	19 353.62 € HT	20.03 %
TOTAL	96 623,65 € HT	100 %

## 7. INFORMATION DES DIFFERENTES COMMISSIONS

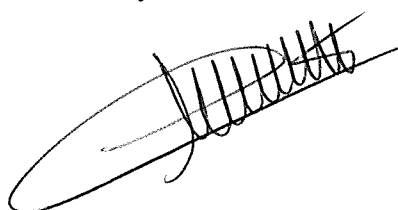
### DIVERS :

- **METHAVAREZE** : Une réunion a été programmée par les habitants de Grange Neuve et du Suzon avec les dirigeants de Méthavarèze. Des travaux vont être engagés pour pallier aux nuisances olfactives.
- **OAP (Opération d'Aménagement et de programmation) rue du Maconnay** : Cette OAP a été prévue dans le PLU afin d'aménager une zone de rencontre à sens unique ou à double sens reliant le chemin des Vignes à l'impasse du Maconnay. Outre l'objectif de desservir les futures habitations, cette voie de desserte a pour objectif d'assurer le maillage inter-quartier. (3 avis défavorables et 1 abstention)
- **Feux RN7/RD37 Route de Cheyssieu** : Travaux budgétisés par la CC EBER
- **Travaux sud du village** : Une réunion publique sera programmée en septembre afin de présenter le projet aux habitants.
- **Aub'Actus** : édition en cours

**FIN DE SEANCE à 19h55**

Le Maire

Nelly CLARET



La secrétaire de séance

Ghislaine PHILIBERT

